

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 11 juillet 2008

Nombre d'élus : 23

En fonctions : 23

Présents : 16

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: Mmes GAUGIN - PALUCCI - MAHIEU - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS Adjoints.

Mmes ANTOINE – HERZHAUSER – PATRICOLA – DILLER - ANDRE
M. CORTINA -TISON - VINCENT - LORANG Conseillers

Absents excusés: Mme FLORI → procuration à Mme DILLER
M. PERRET → procuration à M. LORANG
M. BRABLE → procuration à M. CORTINA
M. OMINETTI → procuration à Mme PATRICOLA
M. KAUFFER → procuration à M. DHIOS
M. QUINIO → procuration à M. NICOLAY

Absente Mme CUSUMANO

Date d'envoi de la convocation : 4 juillet 2008

Secrétaire de séance : M. TISON

Ordre du Jour

1. Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 27 mai 2008
2. Voies Navigables de France – Convention de mise en superposition de gestion du domaine public fluvial aux fins de la mise en œuvre et de la gestion d'un itinéraire cyclable.
3. Place de l'Europe – Résultat de la consultation des géomètres.
4. Parc informatique – Contrat de maintenance.
5. Eclairage public – Maîtrise de la consommation d'énergie.
6. Animations estivales et CLSH – Surveillance nocturne des adjoints d'animation.
7. Accueil périscolaire – Tarifs 2008/2009.
8. Contrat de groupe d'assurance statutaire du Centre de Gestion.
9. Subvention Fête de la Vigne 2008
10. Photocopieur de l'école maternelle Arc en Ciel.
11. UEM – Bilan des missions de service public de l'électricité 2007.
12. Compte rendu simplifié de l'activité exercée par les distributeurs ErDF et GrDF 2007.
13. DPU
14. Divers

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MAI 2008

Aucune remarque n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 27 mai 2008 est approuvé.

2) VOIES NAVIGABLES DE France – CONVENTION DE MISE EN SUPERPOSITION DE GESTION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL AUX FINS DE LA MISE EN ŒUVRE ET DE LA GESTION D'UN ITINÉRAIRE CYCLABLE

Rapporteur : Monsieur NAVROT

Monsieur NAVROT rappelle à l'Assemblée que le tracé de la future voie verte « Charles le Téméraire » empruntera dans la commune le chemin de halage le long de la Moselle qui est la propriété de l'Etat, représenté par Voies Navigables de France.

Il est à noter que d'après les textes (art. 62 du décret de 1932), nul ne peut, si ce n'est à pied, circuler sur les digues et chemins de halages.

VNF propose donc la superposition de gestion qui engage la responsabilité de la collectivité territoriale et qui semble être l'outil idoine pour permettre le développement des voies vertes sur de longs itinéraires dans un cadre juridique satisfaisant tant pour VNF, les services et les collectivités territoriales concernées.

VNF a donc transmis un projet de convention qui autorise la mise en superposition de gestion d'une partie de Domaine Public Fluvial en vue de la création et de la gestion d'un itinéraire cyclable s'inscrivant dans le schéma national des véloroutes et des voies vertes et s'intitulant « Véloroute Charles Le Téméraire ». Le but étant de permettre l'aménagement et la gestion d'un itinéraire cyclable parallèlement au maintien de la possibilité des autres usages de la voie d'eau (usages techniques et activités normales des autres usagers). Le programme des travaux et toutes modifications ultérieures devront être approuvés préalablement par VNF.

Chaque membre du conseil en a été destinataire.

Monsieur NAVROT précise que la Commune doit, en ce qui concerne la gestion et l'entretien des arbres d'alignement, choisir en 2 options (article 1) :

⇒ Soit la Commune prend en charge la gestion des arbres d'alignement inclus dans l'emprise de la convention.

⇒ Soit VNF continue à en assurer l'entretien.

Monsieur NICOLAY ajoute que la Commune n'est pas vraiment concernée par ces options car, s'étant rendu sur le tracé de la vélo route, il a constaté qu'aucun arbre d'alignement n'est sur le ban communal.

Monsieur le Maire propose qu'un état des lieux soit fait avec VNF avant le début des travaux.

M. TISON précise qu'il faudra être très vigilant lors de la signature de la convention définitive puisque celle présentée aujourd'hui n'est qu'un modèle type.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à signer la convention à venir et retient l'option n° 2 « la présente convention ne concerne pas la gestion et l'entretien des arbres d'alignement qui seront assurés par VNF ».

Adopté à l'unanimité.

3) PLACE DE L'EUROPE – RESULTAT DE LA CONSULTATION DES GEOMETRES

Rapporteur : Monsieur NAVROT

Monsieur NAVROT rappelle à l'Assemblée que dans le cadre du futur aménagement de la Place de l'Europe devant la Maison Robert Schuman, une consultation de géomètres a été faite pour un lever topographique et parcellaire du lieu.

Trois géomètres ont été consultés. Deux offres ont été remises :

• Cabinet MELEY-STROZYNA de Montigny-les-Metz:	Montant du devis	1 077,28 € TTC
• Bernard ADAM de Ban Saint Martin :	Montant du devis :	3 522,22 € TTC

Les deux cabinets peuvent intervenir au plus tôt.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de retenir le Cabinet MELEY-STROZYNA moins disant, pour un montant de 1 077,28 € TTC.

Adopté à l'unanimité.

4)PARC INFORMATIQUE – CONTRAT DE MAINTENANCE

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

M. NICOLAY rappelle au Conseil que la commune a confié, depuis plusieurs années, la maintenance de son parc informatique à la société Médiatic Productions. Le contrat passé avec cette dernière, renouvelable chaque année, arrive à échéance le 17 juillet prochain.

Une consultation a donc été entreprise auprès de différents prestataires. Trois prestataires sur les 4 consultés ont répondu :

1) Informatique Service Lorraine de Coincy

Contrat de maintenance annuelle contenant :

- 1 visite tous les 4 mois pour s'assurer du bon fonctionnement des PC et du réseau
- des interventions d'urgence en cas de problème de fonctionnement (intervention sous 24 h ou sous 48 h ouvrées suivant appel téléphonique avant 10 h). une intervention de ce type se substituant à une visite d'entretien
- Renseignement et dépannage par téléphone

Coût annuel : 3 788.93€ TTC (dépannage sous 48 h)
5 511,17€ TTC (dépannage sous 24 h)

Le contrat ne comprend pas le remplacement du matériel (pièces détachées sur devis et prêt de matériel facturé)

2) Entreprise THIBJO de Lessy

Contrat Confort annuel comprenant :

- intervention dans les 72 h du lundi au vendredi
- maintenance complète des PC
- main d'œuvre sur installation de matériel
- 1 intervention préventive à notre demande
- 1 intervention mensuelle à notre demande
- 1 sauvegarde préventive annuelle à notre demande
- l'administration du réseau
- divers conseils sur évolution du parc
- les frais de déplacements jusqu'à 12 km autour de Moulins les Metz
- la mise à jour des logiciels, antivirus et antispywares...
- la suppression de virus, malwares, spywares...

- l'optimisation du système
- aide téléphonique entre 9 h et 18 h
- correspondance possible par E-mail.

Coût annuel : 7 500 € TTC.

3) Médiatic Productions

Deux forfaits sont proposés

► **Chéquier de 20 h + 1 journée/mois sur site offerte :** 1 600 € HT payables d'avance
Intervention sur demande du client (Renouvelable – validité 1 an)

► **Chéquier de 30 h + 2 journées/mois sur site offertes :** 2 200 € HT payables d'avance
Intervention sur demande du client (Renouvelable – validité 1 an)

La maintenance comprend :

- Mise à jour des pilotes Windows et de ses périphériques.
- Mise à jour de l'antivirus
- Scan antivirus
- Suppression des antivirus détectés dans la recherche
- ScanDisk sur tous les fichiers Windows
- Défragmentation du disque dur
- Sauvegarde du carnet d'adresses – des e-mails – du dossier Mes documents – du dossier Favoris – du dossier Cookies.
- Edition mensuelle du CD backup reprenant les données collectées.
- Edition d'un rapport d'intervention et de préconisations techniques pour les évolutions du LAN.
- Accompagnement dans le choix du matériel et installation de nouveaux périphériques.

M. NICOLAY précise que malgré les petits problèmes (lenteur des interventions, fiabilité...) rencontrés ces derniers mois avec Médiatic Productions, la Commune peut être globalement satisfaite de ses services.

Mme DILLER intervient en tant que bénévole à la Bibliothèque qui a eu recours à Médiatic Productions à plusieurs reprises et précise qu'elle n'est absolument pas satisfaite du service rendu.

M. NICOLAY propose de reprendre à l'essai pour une période de 6 mois la société Médiatic Productions qui est moins chère que les autres sociétés pour des services identiques voir plus intéressants. L'économie permettra de remplacer quelques matériels obsolètes. Passé ce délai, la Commune refera le point sur la qualité du service rendu et, le cas échéant, proposera une nouvelle consultation.

Monsieur le Maire fera une lettre de commande rappelant à Médiatic Productions que nous attendons une amélioration de la qualité du service et qu'elle a une obligation de résultat pour que le contrat soit prolongé au-delà de 6 mois.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide d'attribuer la maintenance du parc informatique à la société Médiatic Productions pour une durée de 6 mois (du 18 juillet au 31 décembre 2008) correspondant à la formule chéquier de 10h + ½ journée sur site offerte pour un montant de 800 € HT

Adopté par 20 voix (2 voix contre Mmes DILLER - FLORI)

5) ECLAIRAGE PUBLIC – MAITRISE DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE

Rapporteur: Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle que ce point relatif à une étude diagnostic de l'éclairage public en vue d'optimiser les consommations d'énergie sur la commune a déjà été développé lors du précédent conseil mais qu'aucune décision n'avait été prise car le devis établi par l'UEM avait semblé très élevé à l'ensemble de l'Assemblée.

Le coût était de 3 348.80 € TTC pour les prestations suivantes :

☞ La mesure électrique sur les différents circuits (puissances, intensités, tensions...)

- ☞ Le relevé photométrique de l'éclairage réel des installations d'éclairage public.
 - Vue d'ensemble cartographique du niveau d'éclairage des voies
 - Appréciation du niveau et de l'uniformité de l'éclairage
 - Identification des zones sous éclairées et sur éclairées.
- ☞ Étude de faisabilité technique des différentes solutions et préconisation de matériels.
- ☞ Estimation du montant des investissements à réaliser.
- ☞ Étude technico-économique (économies prévisibles sur les frais d'exploitation, subventions éventuelles, temps de retour de l'opération...).

Deux autres devis demandés sont parvenus :

L'entreprise ALTESIO avec une offre à 1 632.54 € TTC et l'entreprise ETDE-TAESCH avec une proposition à 1 566.76 €. Ces devis ne comprennent que l'analyse photométrique d'où la réduction des prix.

M. NICOLAY précise que la Commune pourra très vraisemblablement bénéficier d'une subvention de l'ADEME.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de retenir le devis UEM pour un diagnostic de l'éclairage public en vue de l'optimisation des consommations d'énergie, d'un montant de 3 348,80 € TTC.

Adopté à l'unanimité.

6) ANIMATIONS ESTIVALES ET CLSH – SURVEILLANCE NOCTURNE DES ADJOINTS D'ANIMATION

Rapporteur : Madame GAUGIN

A l'occasion des centres de loisirs, des mini-séjours avec nuitée peuvent être organisés. L'aménagement du temps de travail doit intégrer la nécessité d'une continuité dans l'encadrement des mineurs.

Mme GAUGIN rappelle que dans le cadre des animations estivales de cet été, un camping pour les adolescents est organisé pendant 4 jours et 3 nuits.

Il sera sous la surveillance d'un adjoint d'animation titulaire ainsi que d'un animateur sous contrat. L'adjoint d'animation étant rémunéré selon un indice, les heures qui seront effectuées en plus des heures d'ouvertures ordinaires des animations estivales (8 h à 18 h) seront payées en heures supplémentaires.

En ce qui concerne les périodes de surveillance nocturne, aucune disposition légale ne précise quelles sont les modalités de décompte de ces périodes en temps de travail effectif. Toutefois, il semble possible de se référer aux dispositions mises en place dans les services de l'Etat pour des missions de même nature.

Ainsi, il est proposé de retenir un décompte forfaitaire de 3 h (payé en heures de nuit) pour le temps effectué de minuit à 6 h. (du coucher au lever des enfants).

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide de retenir le décompte forfaitaire de 3 h pour le temps effectué entre minuit et 6 h.

Adopté à l'unanimité.

7) ACCUEIL PERISCOLAIRE – TARIFS 2008/2009

Rapporteur : Mmes ANTOINE - GAUGIN

Le Conseil est appelé à se prononcer sur les tarifs à appliquer à l'accueil périscolaire, aux mercredis éducatifs et au Centre de Loisirs et à donner son avis sur le Règlement de l'accueil périscolaire 2008/2009 annexé.

Compte tenu de l'évolution des prestations, il est proposé la majoration des tarifs suivante sachant que le prix du repas est de 4,48 € (coût facturé par le prestataire).

1 ACCUEIL PERISCOLAIRE

	ENFANTS HABITANT OU SCOLARISES A SCY-CHAZELLES	ACTIVITES
7h30 – 8h30	1,30 €	Temps calme
11h30 – 13h30	7,08 €	Repas Activités ludiques
16h30 – 18h30	2,90 €	Goûter Activités diverses

avec accueil échelonné le matin et départ échelonné le soir

2 MERCREDIS EDUCATIFS

	ENFANTS HABITANT OU SCOLARISES A SCY-CHAZELLES	ENFANTS EXTERIEURS A LA COMMUNE
8h00 – 12h00	5,20 €	7,80 €
12h00 – 13h30	6,43 €	7,41 €
13h30 – 17h30	5,50 €	8,10 €

avec accueils échelonnés de 8h à 9h et de 13h30 à 14h et départ échelonné dès 17h

3 CENTRE DE LOISIRS PETITES VACANCES

À LA JOURNEE	ENFANTS HABITANT OU SCOLARISES A SCY-CHAZELLES	ENFANTS EXTERIEURS A LA COMMUNE
SANS REPAS 8h00 - 12h00 13h30 – 17h30	10,70 €	15,90 €
AVEC REPAS 8h00 – 17h30	17,13 €	23,30 €

avec accueils échelonnés de 8h à 9h et de 13h30 à 14h et départ échelonné dès 17h

☞ Les sorties seront facturées au prix coûtant de l'activité.

☞ Les repas annulés hors délais sont facturés 4,48 €

☞ Les familles sigéo-castelloises ayant 3 enfants inscrits à l'accueil périscolaire bénéficient d'une réduction de 50 % sur le repas du 3^{ème} enfant à l'accueil périscolaire, aux mercredis éducatifs et au Centre de loisirs.

☞ Des abattements de 10 à 30 % sont accordés sur l'ensemble des prestations aux parents des enfants habitant la Commune en fonction de leurs revenus.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **donne** son accord sur les tarifs de l'accueil périscolaire, des mercredis éducatifs et de Centre de Loisirs tels proposés.
- **approuve** le Règlement intérieur de l'accueil périscolaire 2008/2009 tel qu'annexé à la délibération.
- **précise** que pour les parents rencontrant des difficultés, ceux-ci peuvent se faire connaître au Centre Communal d'Action Sociale qui étudiera chaque demande.

Adopté à l'unanimité.

8) CONTRAT DE GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE DU CENTRE DE GESTION

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que la commune est adhérente depuis plusieurs années au contrat d'assurance proposé par le Centre de Gestion couvrant les risques statutaires des agents et souscrit auprès de CNP Assurances via le courtier DEXIA SOFCAP. Ce contrat est signé pour 4 ans. Il convient de refaire des consultations cette année l'échéance étant au 1^{er} janvier 2009.

Le Centre de Gestion a donc procédé à la mise en concurrence de son contrat groupe d'assurance statutaire en application des dispositions du Code des Marchés Publics. Par délibération en date du 27 octobre dernier, la commune avait autorisé le Centre de Gestion à agir pour son compte dans le cadre d'un marché négocié.

Monsieur le Maire communique les résultats des négociations et précise que le dernier contrat souscrit garantissait les mêmes risques mais au taux de 7.05 % avec une franchise de 15 jours pour la maladie ordinaire.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant les dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n°84- 53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Décide :

Article 1 : d'accepter la proposition suivante :

- Compagnie d'assurance retenue : CNP Assurances
- Courtier Gestionnaire : DEXIA SOFCA
- Régime du contrat : capitalisation avec revalorisation des indemnités journalières
- Durée du contrat : 4 ans (du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012 – possibilité de résiliation annuelle avec un préavis de 6 mois)

Agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL :

- Tous les risques (décès, accident de travail, maladie ordinaire, longue maladie, maladie longue durée et maternité) avec une franchise de 10 jours en maladie ordinaire. Taux 5.45 %
- Taux garanti 2 ans.

Agents non affiliés à la CNRACL : pas de souscription.

Article 2 : d'autoriser le Maire à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.

Article 3 : de donner délégation au Maire pour résilier (si besoin) le contrat d'assurance statutaire en cours.

Adopté à l'unanimité.

9) SUBVENTION FÊTE DE LA VIGNE 2008

Rapporteur : Monsieur le Maire

M. le Maire présente à l'Assemblée le budget prévisionnel de la Fête de la Vigne du 7 septembre 2008 organisé par le Club des Seniors.

Une subvention de 2 000 € est nécessaire à l'équilibre de cette manifestation à laquelle viendrait s'ajouter une participation du Conseil Municipal de 750 € représentant la moitié du coût du feu d'artifice tiré la veille de la Fête de la Vigne. L'autre moitié sera prise en charge par le Club des Seniors.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** d'octroyer 2 000 € au Club des Seniors pour l'organisation de la Fête de la Vigne du 7 septembre 2008.
- **décide** de participer à hauteur de 750 € au feu d'artifice qui sera tiré la veille de la Fête de la Vigne.

Adopté à l'unanimité.

10) PHOTOCOPIEUR DE L'ECOLE MATERNELLE ARC EN CIEL

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Le photocopieur de l'école Maternelle Arc en Ciel ne fonctionne plus et ne peut plus être réparé. La société LOCABURO qui est en charge de sa maintenance a fait une offre pour l'achat d'un nouvel appareil pour un montant de 1 746 € TTC.

Il est à noter que dans le contrat de maintenance encore en vigueur, le coût HT par copie est de 0.0152 € HT. Le nombre de copie annuel est de 30 000 soit 546 € TTC. Si l'on considère que l'appareil s'amortit sur 4 ans, cela revient à 436 € par an.

Coût de revient à l'année : 982 €

Une proposition a été demandée à BUROLOR qui a en charge la maintenance de tout le parc de photocopieurs de la commune (contrat passé en janvier 2008) avec des appareils en location. Montant du coût de la copie : 0.0186 € HT.

Le matériel proposé est plus performant que celui proposé par LOCABURO.

Coût de revient à l'année : 935 €.

Il est à noter que les photocopieurs en location sont remplacés tous les deux ou trois ans par du matériel neuf.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide d'accepter la proposition de BUROLOR pour la location et la maintenance d'un photocopieur à l'école maternelle Arc en Ciel au coût de 0,0186 € HT/copie.

Adopté à l'unanimité.

11) UEM – BILAN DES MISSIONS DE SERVICE PUBLIC DE L'ELECTRICITE 2007

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Monsieur DHIOS donne connaissance au Conseil du bilan des missions du service public de l'électricité pour l'année 2007.

Depuis juillet 2007, dans le cadre de l'ouverture totale du marché de fourniture de l'électricité, le groupe UEM a dû séparer le secteur « fourniture d'énergie » : UEM, du secteur « distributeur exploitant » : URM (Unité réseau mosellan).

En 2007 :

Pose de 77 m de câbles en souterrain et dépose de 325 câbles souterrains et aériens correspondant en partie à l'enfouissement des réseaux rue de l'Esplanade.

Aucune réclamation enregistrée en 2007 !!

1468 contrats de fourniture d'électricité.

Aucun foyer n'a bénéficié du TNP (tarif de 1^{ère} nécessité)

Taxes versées par l'UEM : 993 € de TP et 434 € de TF.

L'URM poursuit les engagements de l'UEM en participant sur les travaux d'enfouissement des réseaux à hauteur de 40 %.

Réforme de la facturation des raccordements électriques.

A compter de juillet 2008, les règles de la facturation des raccordements électriques feront l'objet de nouvelles règles de facturation en application notamment de la loi SRU.

La collectivité locale en charge de l'Urbanisme sera en effet au centre des décisions en matière d'urbanisme à l'occasion de l'instruction des demandes d'autorisation et de certificat d'urbanisme.

Jusqu'à présent le raccordement électrique faisait l'objet d'une facturation d'un ticket forfaitaire au pétitionnaire.

Dans le nouveau cadre réglementaire, la Collectivité en charge de l'Urbanisme (CCU) prendra à sa charge une partie des coûts d'extension du réseau électrique. Elle pourra répercuter cette charge en totalité ou en partie aux demandeurs via la PVR (participation pour voiries et réseaux).

Le barème de facturation du gestionnaire de réseaux URM sera établi conformément aux textes réglementaires, après consultation des organisations représentatives des utilisateurs et des organisations représentatives des collectivités organisatrices de la distribution publique d'électricité et approbation de la CRE (Commission de Régulation de l'Energie). Dès son application, il sera publié sur le site Internet de URM : www.urm-metz.fr

12) COMPTE RENDU SIMPLIFIE DE L'ACTIVITE EXERCEE PAR LES DISTRIBUTEURS ErDF ET GrDF 2007

Rapporteur : Monsieur DHIOS

M. DHIOS donne connaissance au Conseil du rapport d'activité 2007 des distributeurs GrDF et ErDF.

Deux entités : ErdF et GrDF – à SCY-CHAZELLES nous ne sommes concernés que par GrDF.

Depuis juillet 2007, dans le cadre de l'ouverture totale du marché de fourniture d'électricité et du gaz naturel, les deux groupes ont dû séparer leurs activités : GDF devient « fournisseur » d'énergies : gaz et électricité.

GrDF (Gaz Réseau Distribution France) devient distributeur exploitant des ouvrages.

Rappel : nous sommes liés par un contrat de concession renouvelé en 1998 pour une durée de 25 ans.

En 2007

• Longueur du réseau	14 km
• Nombre de Brts	537 (individuels et collectifs)
• Nombre de clients en 2007	949
• Nbre d'appels sécurité	19 dont 14 pour O.D.G.
• Nbre de clients coupés sur incident	2
• N° de dépannage 24h/24	0810 433 057
• Redevance annuelle de fonctionnement R1	1 371 €

En 2008

Nous percevons cette année une redevance pour occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz.

Cette redevance fait suite à une délibération prise fin 2007 et qui, selon une savante formule liée à la longueur des canalisations (10 km) se montera cette année à 474 €.

13) DROIT DE PREEMPTION URBAIN**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe le Conseil qu'il n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

- | | |
|---------------------------------|--------------------|
| - Immeuble section 9, n° 338/93 | En Prille |
| - Immeuble section 9 n°85 | Voie de la Liberté |
| - Immeuble section 10 n°40 | rue de la Prairie |

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens ci-dessus énoncés.

Adopté à l'unanimité.

14) DIVERS**A. NOMINATION D'UN REPRESENTANT DE LA COMMUNE LORS DE LA SIGNATURE D'ACTE ADMINISTRATIF****Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée qu'en date du 26 novembre 2007 et du 11 septembre 2007, il avait été décidé respectivement de vendre une partie d'un chemin communal à M. CLEMENT et de procéder à un échange de terrain avec M. RABOIN.

Dans ces deux cas, la Commune avait décidé d'établir des actes administratifs et M. GRETHEN alors 1^{er} Adjoint, avait été nommé représentant de la Commune lors de la signature des actes, le Maire agissant en qualité de Notaire. Ces deux dossiers étant encore en cours de traitement, il convient, M. GRETHEN ne faisant plus partie du nouveau Conseil, de renommer un autre représentant.

M. le Maire propose que le 1^{er} Adjoint, représente la Commune lors de la signature de ces deux actes administratifs.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accepte que le 1^{er} Adjoint représente la Commune lors de la signature des actes administratifs énoncés ci-dessus ainsi que ceux à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

B. RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES – RUE DE L'ABBE ROGET**Rapporteur : Monsieur NAVROT**

Monsieur NAVROT informe le Conseil qu'en vue des travaux d'enfouissement des réseaux sec et aménagement de la voirie rue de l'Abbé Roget, le Syndicat de Voirie de Metz Centre a lancé un appel d'offres relatif à la maîtrise d'œuvre.

L'ouverture des plis s'est déroulée le 3 juillet dernier. 10 entreprises ont répondu.

C'est le bureau d'études VRI, moins disant avec un taux de 2,5 % , soit un montant d'honoraires de 7 744,10 € TTC qui a été retenu.

C. DECES

Monsieur DHIOS fait part à l'Assemblée du décès de Monsieur KETTMANN qui était depuis très longtemps notre interlocuteur au Syndicat de Voirie de Metz Centre.

D. LES ECHOS

M. DHIOS rappelle au Conseil la nécessité pour ceux qui participent à la rédaction des Echos de rendre leurs articles sans faute pour le 14 août date de la prochaine réunion de la Commission Communication.

E. ELECTION

Monsieur le Maire signale au Conseil que M. QUINIO a été élu 2ème Vice Président de HAGANIS

Monsieur le Maire souhaite à tous de bonnes vacances.

SCY-CHAZELLES, le 21 juillet 2008

Le secrétaire de séance
Jean Luc TISON

Le Maire
Jacques STRAUB